

## **PERRINE THULARD**

*Association Loi du 1er juillet 1901*

*9 boulevard du Maréchal Leclerc  
53600 EVRON*

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**Rapport sur les comptes annuels**



— AUDIT —

**Sylvain BEGENNE**  
**Sophie DELSAUX**  
**Sophie GRANIER**  
**Marine GUY**  
**Rémi LAMBERT**  
**Quentin LE MEUR**  
**Matthieu FOUQUERON**  
**Anne PANANCEAU-MOCHER**  
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé  
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX

Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail [beaucouze-audit@tgs-france.fr](mailto:beaucouze-audit@tgs-france.fr)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'Assemblée Générale de l'association PERRINE THULARD,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PERRINE THULARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « A - Principes généraux » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables lié à la première application du règlement ANC n° 2022-06 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Principes comptables généraux » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

La note de l'annexe « Dons et fonds dédiés » expose les distinctions entre fonds dédiés sur investissements et fonds dédiés sur exploitation. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'Association sur lesquelles se fondent les classifications et sommes inscrites au passif.

### **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé  
*Signé numériquement*  
Pour **TGS France Audit**,

**Rémi LAMBERT**  
*Commissaire aux Comptes*

## Bilan actif

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement	30 183	22 866	7 318	9 789	- 2 471
Frais de recherche et développement	4 440	4 440			
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	7 856	7 856			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	67 538	9 292	58 246	61 623	- 3 377
Constructions	22 584 164	8 992 951	13 591 213	11 367 002	2 224 211
Installations techniques, matériel et outillage industriels	999 921	712 908	287 014	312 032	- 25 018
Autres immobilisations corporelles	2 827 120	2 455 462	371 658	418 485	- 46 827
Immobilisations corporelles en cours	1 183 594		1 183 594	2 942 401	-1 758 807
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées	2 960		2 960	2 876	84
Autres titres immobilisés	550 015		550 015	550 015	
Prêts					
Autres	10 280		10 280	10 280	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>28 268 071</b>	<b>12 205 774</b>	<b>16 062 297</b>	<b>15 674 502</b>	<b>387 795</b>
Compte de liaison					
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	8 503		8 503	16 604	- 8 101
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	256 542	7 000	249 542	224 142	25 400
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	257 036		257 036	250 479	6 557
Valeurs mobilières de placement	798 156		798 156	1 038 156	- 240 000
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 979 186		2 979 186	3 530 689	- 551 503
Charges constatées d'avance	63 756		63 756	80 035	- 16 279
<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 363 179</b>	<b>7 000</b>	<b>4 356 179</b>	<b>5 140 104</b>	<b>- 783 925</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL ACTIF (I à V)</b>	<b>32 631 250</b>	<b>12 212 774</b>	<b>20 418 476</b>	<b>20 814 607</b>	<b>- 396 131</b>

**Bilan passif**

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2025</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2024</b> (12 mois)	<b>Variation</b>
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires	636 561	636 561	
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	1 375 000	1 375 000	
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité		34 969	- 34 969
. dont réserves sous gestion propre		-	-
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	1 340 579	1 171 191	169 388
. Autres			
Report à nouveau	-356 796	-357 193	397
. dont report à nouveau sous gestion propre	28 873	28 477	396
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	507 922	453 524	54 398
Excédent ou déficit de l'exercice	111 247	189 213	- 77 966
. dont résultat sous gestion propre	-270	-396	126
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales	111 517	189 609	-78 092
Situation nette (sous total)	3 614 512	3 503 265	111 247
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	3 436 775	3 414 601	22 174
Provisions réglementées	13 838	13 838	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>7 065 125</b>	<b>6 931 703</b>	<b>133 422</b>
Comptes de liaison			
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	3 032 608	3 114 418	- 81 810
<b>TOTAL (II)</b>	<b>3 032 608</b>	<b>3 114 418</b>	<b>- 81 810</b>
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques	199 706	230 959	- 31 253
Provisions pour charges			
<b>TOTAL (III)</b>	<b>199 706</b>	<b>230 959</b>	<b>- 31 253</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 975 026	8 457 801	- 482 775
Emprunts et dettes financières diverses	361 048	226 192	134 856
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	312 650	309 733	2 917
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	1 417 910	1 460 235	- 42 325
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 133	15 209	5 924
Autres dettes	33 270	68 356	- 35 086
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>10 121 037</b>	<b>10 537 527</b>	<b>- 416 490</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)</b>	<b>20 418 476</b>	<b>20 814 607</b>	<b>- 396 131</b>

## Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Produits d'exploitation</b>				
Cotisations	60	80	- 20	-25,00
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales				
. Ventes de prestations de services	107 476	120 182	- 12 706	-10,57
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico-sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	171 416	71 642	99 774	139,27
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	11 142 746	10 733 172	409 574	3,82
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortissements, dépréciations et provisions	31 253	20 487	10 766	52,55
Utilisations des fonds dédiés	146 810	146 123	687	0,47
Autres produits	31 760	23 353	8 407	36,00
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>11 631 521</b>	<b>11 115 038</b>	<b>516 483</b>	<b>4,65</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	2 678 158	2 553 928	124 230	4,86
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	642 344	635 064	7 280	1,15
Salaires	4 897 062	4 778 120	118 942	2,49
Cotisations sociales	2 195 891	2 044 127	151 764	7,42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	823 499	706 675	116 824	16,53
Dotations aux provisions		44 085	- 44 085	-100
Reports en fonds dédiés	65 000	94 798	- 29 798	-31,43
Autres charges	33 794	17 611	16 183	91,89
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>11 335 747</b>	<b>10 874 407</b>	<b>461 340</b>	<b>4,24</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>295 774</b>	<b>240 630</b>	<b>55 144</b>	<b>22,92</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	27 058	28 160	- 1 102	-3,91
Reprises sur provisions et dépréciations				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>27 058</b>	<b>28 160</b>	<b>- 1 102</b>	<b>-3,91</b>



	Exercice clos le <b>31/12/2025</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	211 585	206 392	5 193	2,52
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>211 585</b>	<b>206 392</b>	<b>5 193</b>	<b>2,52</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>-184 527</b>	<b>-178 232</b>	<b>- 6 295</b>	<b>3,53</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>111 247</b>	<b>62 398</b>	<b>48 849</b>	<b>78,29</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion		126 815	- 126 815	-100
Reprises sur provisions et dépréciations				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>		<b>126 815</b>	<b>- 126 815</b>	<b>-100</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>				
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>126 815</b>	<b>- 126 815</b>	<b>-100</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	11 658 579	11 270 013	388 566	3,45
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 547 332	11 080 800	466 532	4,21
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>111 247</b>	<b>189 213</b>	<b>- 77 966</b>	<b>-41,21</b>
<b>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales</b>	<b>111 517</b>	<b>189 609</b>	<b>-78 092</b>	<b>-41,19</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
<b>Total</b>				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
<b>Total</b>				

**Association Perrine Thulard Exercice clos le 31/12/2025**

Comptes annuels agrégés  
9 Boulevard du Maréchal Leclerc  
53600 EVRON

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 4 avril 2025 par le Conseil d'Administration de l'Association.

## Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

### A- Description de l'objet social et des activités de l'association

L'association Perrine THULARD, fondée en 2005, a pour objet « d'assurer l'accueil, l'entretien, l'éducation et la rééducation avec tous les soins nécessaires et par tous moyens, travail ou autre, des personnes âgées et/ou handicapées, en vue de l'épanouissement global de la personne dans ses dimensions humaines et spirituelles ».

Elle gère, sans but lucratif, tout dispositif permettant de répondre à cet objectif. Elle s'engage à respecter les valeurs portées par la Congrégation des Sœurs de la Charité Nôtre Dame d'Evron, fondatrice, avec pour objectif fondamental la prise en compte des personnes dépendantes (personnes âgées et personnes atteintes d'handicap physique ou mental quel que soit l'âge). Sa durée est illimitée et son siège social situé à Evron (53600).

L'association gère 3 établissements et services :

	<u>EHPAD RESIDENCE PERRINE THULARD</u>	<u>MAS LE BEL AUBEPIN</u>	<u>EHPAD LA PROVIDENCE</u>
Adresse	9 Bd du Maréchal Leclerc BP 0237 53 602 EVRON Cédex	2, Rue de la Libération BP 0207 53600 EVRON Cédex	20, Rue Ste Anne BP 50028 72220 ECOMMOY Cédex
Téléphone	02 43 26 31 31	02 43 01 62 54	02 43 42 10 71
Télécopie	02 43 37 90 57	02 43 01 79 26	02 43 42 04 47
Email	<a href="mailto:residence.perrine.thulard@orange.fr">residence.perrine.thulard@orange.fr</a>	<a href="mailto:masbacompta@wanadoo.fr">masbacompta@wanadoo.fr</a>	<a href="mailto:ecom-la-providence@wanadoo.fr">ecom-la-providence@wanadoo.fr</a>
Code FINESS	530006758	530029156	72000417
N° SIRET	510 466 501 00028	510 466 501 00036	510 466 501 00044
Catégorie	EHPAD - Convention tripartite	Financement CPAM suite décision ARS	EHPAD - Convention tripartite
Capacité autorisée	En section hébergement : 60 lits autorisés	En section hébergement : 38 lits autorisés	En section hébergement : 80 lits autorisés

Le siège situé à Evron assure une gestion centralisée des établissements grâce aux différents services mis en place : service RH, financier technique et informatique.

## **B- Evènements significatifs de l'exercice**

Le montant des immobilisations en cours au sein de l'EHPAD La Providence s'élève à 1 183 593,66 € au 31/12/2025.

## **C- Evénements postérieurs à la clôture**

Néant.

# Principe, règles et méthodes comptables

## A- Principes généraux

### 1. *Cadre légal de référence*

L'exercice comptable 2025 a débuté le 1er janvier 2025 et s'est terminé le 31 décembre 2025, soit une durée de 12 mois.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve de la première application du règlement ANC n°2022-06, laquelle constitue un changement de méthode comptable rendu obligatoire par la réglementation,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France, et notamment :

- Le règlement comptable ANC n°2018-06 complété par le règlement ANC n°2020-08, applicable aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2020, aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, et qui succède au règlement CRC n° 1999-01 ;
- Le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022 ;
- L'ANC n°2019-04 spécifique aux établissements sociaux et médico-sociaux ;

Il est fait application des recommandations de l'Ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Il est également fait application de l'instruction fiscale du 18 décembre 2006.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

### ➤ Évolution des règles comptables – Règlement ANC n°2022-06

L'exercice 2025 marque la première application du règlement ANC n°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 et constitue un changement de méthode comptable.

Cette première application s'inscrit dans un changement de réglementation comptable, sans remise en cause des comptes des exercices antérieurs. Elle n'entraîne aucun retraitement rétrospectif des comptes précédents, à l'exception des reclassements nécessaires afin d'assurer la conformité aux nouveaux modèles de présentation du bilan et du compte de résultat lors du premier exercice d'application.

### Incidences sur le compte de résultat :

Le règlement ANC n°2022-06 conduit notamment à une forte restriction du périmètre du résultat exceptionnel et à la suppression de la technique des transferts de charges.

### **Traitement des subventions d'investissement**

Les quotes-parts de subventions d'investissement, précédemment présentées en produits exceptionnels, sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 126 815 €.

Conformément aux nouvelles dispositions du règlement ANC n°2022-06, ces quotes-parts sont désormais comptabilisées au compte 747 sur la ligne « concours publics et subvention d'exploitation » pour un montant de 171 416 € en 2025.

### **Cessions d'immobilisations**

En application du nouveau cadre comptable, les produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisés en résultat d'exploitation, sur la ligne « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles », pour un montant de 400 € (compte 757).

## **2. Méthode de présentation du bilan et du compte de résultat**

Le compte de résultat et le bilan cumulent l'ensemble des comptes des établissements et services sous gestion contrôlée, ainsi que les établissements sous gestion propre. Les comptes de liaison entre établissements sont neutralisés au bilan associatif.

Les résultats de l'Association font l'objet d'une affectation proposée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.

Les résultats soumis au contrôle de tiers financeurs figurent sur les lignes spécifiquement réservées à cet effet à savoir :

- Les réserves des activités sociales et médico-sociales ;
- Les reports à nouveau des activités sociales et médico-sociales ;
- Les résultats des activités sociales et médico-sociales.

Pour les établissements sous contrôle de tiers financeurs et n'ayant pas signé de CPOM (« Contrat pluriannuel d'objectif et de moyens », le compte administratif fait apparaître le résultat de l'exercice plus ou moins l'éventuelle reprise de N-2 selon les règles prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

## **B- Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan actif**

### **1. Immobilisations incorporelles et corporelles**

#### **a) Evaluation des biens à leur entrée**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont inscrites en comptabilité pour leur coût d'acquisition incluant les frais accessoires sur achats. Les frais accessoires comprennent également les honoraires versés pour l'acquisition des immobilisations ainsi que les taxes que l'association ne peut pas récupérer. Les coûts des emprunts sont exclus des coûts d'entrée des immobilisations.

Les immobilisations décomposables sont constituées exclusivement des biens immobiliers. Les autres immobilisations ne sont pas décomposées.

Les immeubles acquis après le 01/01/2005 sont évalués et amortis en tenant compte des composants lors de l'entrée de l'immeuble dans la comptabilité.

Les immeubles acquis avant le 01/01/2005 ont été évalués selon la méthode prospective d'après une table de décomposition largement admise dans le milieu associatif.

Les immobilisations encours sont constituées des acomptes versés, des travaux réalisés ainsi que des achats effectués sur des subventions perçues. Les immobilisations encours commencent à être amorties dès leur achèvement ou dès leur première utilisation.

#### **b) Valeur actuelle des éléments et amortissements**

A compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2005, il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Les terrains n'ont pas été distingués des constructions.

Il n'a pas été constaté de valeur résiduelle sur les bâtiments.

Les amortissements des immobilisations ainsi que le cas échéant de leurs composants sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation prévue :

• Frais de restructuration	5 ans
• Logiciels informatiques	1 an
• Bâtiments	10 à 50 ans
• Agencement terrains	10 ans
• Aménagement des constructions	3 à 25 ans
• Construction sur sol d'autrui	5 à 50 ans
• Matériel	1 à 20 ans
• Matériel éducatif	5 à 10 ans
• Installations générales et agencements divers	3 à 15 ans
• Matériel de transport	4 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	2 à 15 ans
• Mobilier	2 à 20 ans
• Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans
• Autres immobilisations corporelles soins	1 à 10 ans

## **2. Immobilisations financières**

Elles sont évaluées à leur coût historique et comprennent essentiellement des parts sociales souscrites à l'occasion d'emprunts et crédits-bails.

## **3. Valorisation et dépréciation des créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 4. Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement (VMP)

Ces postes regroupent les placements à court et moyen terme, valeurs mobilières de placement, livrets d'épargne et les comptes de dépôt.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition net de frais. Lors des cessions, la valeur d'entrée de la fraction cédée est calculée selon la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO).

Les plus-values latentes sur valeurs mobilières ne sont pas comptabilisées.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### C- Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan passif

#### 1. Fonds propres

Les fonds propres comprennent des fonds des établissements sous contrôle ACT et des fonds des établissements autofinancés.

- **Fonds associatifs sans droit de reprise :**

Inscription des libéralités ayant le caractère d'apport reçues depuis l'origine.

Conformément à l'application de l'ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2022-06,, les subventions sur bien renouvelables » n'existent plus. Ces subventions ont été reclassées en subventions d'investissement amortissables ou reclassées en report à nouveau.

- **Réserves :**

Ce poste comprend :

- ✓ Les autres réserves.

Ce poste est également composé des réserves spécifiquement applicables aux établissements sociaux et médico-sociaux sous gestion contrôlée en application du Code de l'Action Sociale et des Familles, à savoir :

- ✓ Les réserves « excédents affectés à l'investissement »,
- ✓ Les réserves de compensation,
- ✓ Les réserves « excédents affectés à la couverture du BFR »,

Ces réserves sont clairement identifiées dans le poste « Réserves des activités sociales et médico-sociales ».

- **Report à nouveau :**

Il comprend :

- ✓ L'ensemble des reports à nouveau des établissements sous gestion libre,
- ✓ Les dépenses refusées et/ou non opposables par l'ACT, c'est-à-dire les dépenses d'exercices antérieurs rejetées par l'autorité de tarification lors de l'examen des comptes administratifs,

- ✓ Les dépenses non opposables aux tiers financeurs : il s'agit d'un poste comprenant l'affectation des dépenses qui ne peuvent être autorisées par les tiers financeurs, telles que les provisions pour congés payés.

Les « reports à nouveaux » des activités sous gestion contrôlée sont clairement identifiées dans le poste « Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales »

- **Résultat de l'exercice :**

Les résultats présentés correspondent aux résultats comptables intégrant les reprises de résultats antérieurs décidées par les autorités de tarification sur l'exercice en cours (reprise d'excédents ou de déficit). Les retraitements identifiés au niveau du compte de résultat permettent d'obtenir le résultat effectif sans reprise des résultats antérieurs.

Conformément au règlement ANC 2019-04, Les « Résultats » des activités sous ACT sont clairement identifiés dans le poste « Résultats des activités sociales et médico-sociales »

- **Subventions d'investissements sur biens non renouvelables par l'association :**

Les subventions d'investissements sont comptabilisées directement au passif du bilan et sont reprises en compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens pour l'acquisition desquels elles ont été versées.

- **Provisions réglementées :**

Ce poste comprend uniquement les provisions réglementées pour plus-value nette d'actif. Ces provisions sont constituées lorsqu'un établissement sous ACT constate une plus-value dans le cadre d'une cession d'immobilisation et qu'elle souhaite la neutraliser conformément à l'instruction financière et budgétaire applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux.

Cette allocation est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir. Ces provisions sont ensuite reprises au fur et à mesure des charges d'amortissement et des frais financiers constatés liés au nouvel investissement.

Conformément à l'application du règlement ANC 2018-06, les provisions pour renouvellement des immobilisations ont été réaffectées en Fonds dédiés pour investissement.

## **2. Provisions pour risques et charges**

Elles comprennent des provisions pour un montant total de 199 705,67 €, répartie comme suit :

- Indemnités de départ en retraite pour un montant de 84 274,89 €.
- Fermetures pour un montant de 31 172,03 €
- Evaluation pour un montant de 6 271,60 €
- Chaufferie pour un montant de 6 859,79 €
- CPOM pour un montant de 20 000 €
- Litiges salariés pour un montant de 21 127,36 €
- Congés maladie pour un montant de 30 000 €



## D- Règles et méthodes comptables relatives au compte de résultat

### 1. Subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées lors de la notification de l'organisme financeur. Si ces subventions sont fixées de façon pluriannuelle elles font l'objet d'un suivi année après année via le poste comptable produits constatés d'avance.

### 2. Subventions d'investissement

L'association a bénéficié de subventions d'investissement au cours de l'exercice pour un montant de 190 000€. Ces subventions sont reprises au résultat selon le rythme d'amortissement des biens financés, conformément aux dispositions comptables applicables au secteur médico-social.

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Conseil Départemental SARTHE	Travaux de réhabilitation de la Providence	904 116,09 €	190 000 €		1 094 116,09 €
TOTAL		904 116,09 €	190 000 €		1 094 116,09 €

### 3. Résultat par établissement

Les résultats des établissements de l'association se présentent comme suit :

	La Providence	Le Bel Aubépin (MAS)	La Résidence Perrine Thulard	Le Siège	Total
Produits d'exploitation	4 556 569	3 815 683	3 259 166	102	11 631 520
<i>dont produits de tarification</i>	4 400 262	3 662 765	3 079 719	-	11 142 746
Charges d'exploitation	4 400 872	3 849 851	3 084 652	373	11 335 748
<i>dont charges de personnel</i>	2 696 940	2 582 248	1 710 823	-	6 990 011
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>155 697 -</b>	<b>34 168</b>	<b>174 514 -</b>	<b>270</b>	<b>295 773</b>
Résultats financiers et except.	- 112 628 -	22 523 -	49 375	- -	184 526
<b>Résultat comptable</b>	<b>43 069 -</b>	<b>56 691</b>	<b>125 139 -</b>	<b>270</b>	<b>111 247</b>
Reprise de résultat et CP	23 058	24 605 -	3 640	-	44 024
<b>Résultat effectif</b>	<b>66 127 -</b>	<b>32 086</b>	<b>121 499 -</b>	<b>270</b>	<b>155 270</b>

## Notes sur le bilan actif

### 1. Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

IMMOBILISATIONS	SOLDE 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2025
<b>*Incorporelles</b>						
<i>Fonds commercial</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Frais d'établissement et frais d'études</i>	34 623	-	-	-	-	34 623
<i>Autres postes d'immo</i>	7 856	-	-	-	-	7 856
<b>*Corporelles</b>						
<i>Terrain</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Constructions et agencements</i>	19 794 316	2 857 386	-	-	-	22 651 702
<i>Installations techniques et générales</i>	930 480	69 441	-	-	-	999 921
<i>Aménagement divers</i>	792 974	6 086	-	-	-	799 060
<i>Matériels de transport</i>	159 962	-	-	-	-	159 962
<i>Matériels de bureau et informatique</i>	247 684	12 599	-	-	-	260 282
<i>Mobilier</i>	1 161 180	24 505	-	-	-	1 185 685
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	422 131	-	-	-	-	422 131
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	2 942 401	-	1 758 807	-	-	1 183 594
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Biens reçus par legs ou donations dest. À être vendus</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Immobilisation grevée de droit</i>	-	-	-	-	-	-
<b>* Financières</b>						
<i>Autres participations</i>	2 876	84	-	-	-	2 960
<i>Autres titres immobilisés</i>	550 015	-	-	-	-	550 015
<i>Prêts et autres immo financières</i>	10 280	-	-	-	-	10 280
<b>TOTAL</b>	<b>27 056 777 €</b>	<b>2 970 100 €</b>	<b>1 758 807 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>28 268 070 €</b>

Les mouvements des amortissements sont les suivants :

AMORTISSEMENTS	SOLDE 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2025
<b>*Incorporelles</b>						
<i>Frais d'établissement et frais d'études</i>	24 835	2 471	-	-	-	27 306
<i>Fonds commercial</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Autres postes d'immo incorporelles</i>	7 856	-	-	-	-	7 856
<b>*Corporelles</b>						
<i>Terrain</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Construction</i>	8 365 690	636 552	-	-	-	9 002 243
<i>Installations techniques et générales</i>	618 448	94 459	-	-	-	712 908
<i>Aménagement divers</i>	712 568	16 253	-	-	-	728 821
<i>Matériels de transport</i>	159 962	-	-	-	-	159 962
<i>Matériels de bureau et informatique</i>	181 179	21 322	-	-	-	202 501
<i>Mobilier</i>	894 047	51 099	-	-	-	945 147
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	417 689	1 342	-	-	-	419 032
<i>Immo corporelles en cours</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Avances et acomptes</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Biens reçus dest. À être légués</i>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>11 382 275 €</b>	<b>823 499 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>12 205 774 €</b>

## 2. Etat des créances

	CREANCES	MONTANT BRUT	A un an au Plus	Plus d'un an à 5 ans	Plus de 5 ans
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	2 960			2 960
	Prêts				-
	Autres immobilisations financières	560 295			560 295
ACTIF CIRCULANT	Redevables et comptes rattachés	249 542	249 542		
	Créances reçues par legs ou donations				
	Fournisseurs débiteurs	8 503	8 503		
	Personnel et comptes rattachés				
	Etat et collectivités publiques	-	-		
	Autres créances	257 036	257 036		
	Charges constatées d'avance	63 756	63 756		
	Ecart de conversion actif				
	<b>TOTAL</b>	<b>1 142 092 €</b>	<b>578 837 €</b>	<b>- €</b>	<b>563 255 €</b>

Les produits à recevoir s'élèvent à 163 365 €

Dont :

Redevables et comptes rattachés :

Personnel et comptes rattachés : 91 723 €

Etat et collectivités publiques : 71 642 €

Autres Créances :

## 3. Les valeurs mobilières de placement

Une dépréciation est réalisée lorsque le cours de bourse ou l'évaluation de la valeur des autres titres détenus à la clôture est inférieur à leur valorisation au bilan.

Au 31 décembre 2025, les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 798 156 € brut et correspondent uniquement à des comptes à termes.

Aucune dépréciation n'a été constatée.

### Comptes de régularisation actif :

Charges constatées d'avance 63 756 €

Notes sur le bilan passif

1. Les fonds Propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	31/12/2024	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU		31/12/2025
		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	
Dotation	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds associatifs	2 011 561	-	-	-	-	-	-	2 011 561
Réserves statutaires	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Fonds Propres avec/sans droit de rep.</b>	<b>2 011 561</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 011 561</b>
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve Immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve de Prévoyances	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve de Capitalisation	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves d'investissements	421 947	-	-	-	-	-	-	421 947
Réserves de Trésorerie	56 744	-	-	-	-	-	-	56 744
Réserves de compensation	727 468	134 419	-	-	-	-	-	861 887
Réserves de compensation des amort.	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits des propriétaires	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Réserves</b>	<b>1 206 160</b>	<b>134 419</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 340 579</b>
Report à nouveau	96 331	54 794	-	-	-	-	-	151 125
- Activité encadrée	67 855	54 398	-	-	-	-	-	122 252
- Gestion libre	28 477	396	-	-	-	-	-	28 873
Résultat en instance d'affectation	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	189 213	189 213	-	168 208	-	168 208	-	111 247
- Activité encadrée	188 817	188 817	-	168 208	-	168 208	-	111 517
- Gestion libre	396	396	-	-	-	-	-	270
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	3 414 601	-	-	193 591	-	193 591	-	3 436 775
Provisions réglementées	13 838	-	-	-	-	-	-	13 838
<b>TOTAL</b>	<b>6 931 703</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>361 799</b>	<b>-</b>	<b>228 378</b>	<b>-</b>	<b>7 065 125</b>

**Fonds associatifs avec droit de reprise :****1 375 000,00 Euros**

- Apport de la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron : 1 375 000,00 Euros

Comme condition essentielle et déterminante du présent rapport, la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame D'Evron se réserve la faculté de récupérer tout ou partie de la somme apportée dans les cas suivants :

- Pour le cas où l'association serait dissoute,
- Pour le cas où l'établissement perdrait son caractère désintéressé, par l'ouverture d'une procédure collective (faillite, liquidation ou redressement judiciaire,)
- En cas de vente, de cession, de cessation du droit d'exploitation directe pour quelque cause que ce soit.

Concernant la somme de 1 000 000 €, en cas d'exercice du droit de reprise anticipée, il est convenu de maintenir une équivalence entre la somme apportée et l'indice national du coût à la construction, tel que cet indice est publié par l'INSEE, pour le premier trimestre 2007 ressortant à 1.385 ; par la suite, la somme à payer par l'Association Résidence Perrine THULARD, en vertu des présentes, sera calculée de la manière suivante :

- A la date du droit de reprise, la somme apportée sera réévaluée en se référant au dernier indice publié par l'INSEE, si celui-ci est supérieur à celui de référence.
- Toutefois, pour limiter les effets de l'indexation, il est expressément convenu que le montant de la somme réévaluée dépassant le nominal de la somme apportée ne sera retenu qu'à hauteur de 50%.

Le 19 octobre 2017 la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron a fait un apport financier avec droit de reprise anticipée au profit de l'association pour un montant de 200 000 €. Cette somme a été versée dans le cadre de la restructuration actuelle de la MAS Le Bel Aubépin.

Le 13 janvier 2022, la Congrégation des Sœurs de la Charité de Notre-Dame d'Evron a fait un apport financier avec droit de reprise au profit de l'association pour un montant de 175 000 €. Cette somme a été versée dans le cadre du projet immobilier en cours à l'EHPAD « la Providence » situé à Ecommoy.

#### 4. Les provisions et dépréciations

PROVISIONS	SOLDE 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Reclassement +	Reclassement -	SOLDE 31/12/2025
*Provisions réglementées	13 838					13 838
*Provisions risques et charges	230 959		31 253			199 706
*Dépréciations	-					-
*Provisions pour fonds dédiés	3 114 418	65 000	146 810	-		3 032 608
<b>TOTAL</b>	<b>3 359 214 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>178 063 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>3 246 151 €</b>

**5. Etat des dettes**

DETTEs	TOTAL			
	MONTANT BRUT	A un an au Plus	Plus d'un an à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligatoires				
Emprunts et dettes auprès des Etab de Crédit (1)	7 975 026	390 929	1 585 854	5 998 243
Emprunts et dettes financières diverses (2)	361 048	361 048		
Avances et acomptes reçus clients				
Fournisseurs et comptes rattachés	312 650	312 650		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	1 417 910	1 417 910		
Autres dettes	54 403	54 403		
Produits constatés d'avances				
Ecart de conversion passif				
<b>TOTAL</b>	<b>10 121 037 €</b>	<b>2 536 940 €</b>	<b>1 585 854 €</b>	<b>5 998 243 €</b>

(1) dont souscription nouvel emprunt

-

dont remboursement emprunt

377 840

(2) Dont Intérêts courus

135 424

Les charges à payer s'élèvent à

1 024 868 €

Dont :

Intérêts courus sur emprunts :

135 424 €

Banque :

Dettes fournisseurs :

48 202 €

Dettes Fiscales et Sociales :

841 242 €

Autres Dettes :

0 €

**Comptes de régularisation passif :**

Produits constatés d'avance : 0 €.

## Autres informations

### 1. Dons et fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	31/12/2024	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	31/12/2025	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>	-	-	-	-	-	-	-
liées aux investissements	-	-	-	-	-	-	-
liées aux formations	-	-	-	-	-	-	-
Dispositifs "culture et Santé"	-	-	-	-	-	-	-
Dons et subventions dédiés des comités régionaux et locaux	-	-	-	-	-	-	-
<b>Contributions financières des activités ESMS</b>	<b>3 114 418</b>	<b>65 000</b>	<b>146 810</b>	-	-	<b>3 032 608</b>	<b>190 806</b>
liées aux indemnités de retraite	123 062	-	-	-	-	123 062	21 755
liées au personnel non pérenne	63 217	-	10 000	-	-	53 217	53 217
liées au CPOM	25 105	-	-	-	-	25 105	25 105
liées au fonctionnement	30 588	-	-	-	-	30 588	30 588
liées à la maintenance logiciel PSI	8 151	-	1 389	-	-	6 762	-
liées aux legs et donations	23 869	-	787	-	-	23 082	2 872
liées aux petits matériels de soins	12 165	-	-	-	-	12 165	4 722
liées aux investissements	2 611 920	-	88 146	-	-	2 523 774	-
divers	93 070	65 000	9 803	-	-	148 267	20 000
liées aux formations	32 546	-	-	-	-	32 546	32 546
liées à l'autisme	90 724	-	36 685	-	-	54 039	-
liées à la qualité	-	-	-	-	-	-	-
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	-	-	-	-	-	-	-
Dons dédiés	-	-	-	-	-	-	-
Dons, legs et mécénats dédiés à la recherche	-	-	-	-	-	-	-
Legs dédiés à l'enseignement universitaire	-	-	-	-	-	-	-
Dons et legs dédiés à l'éducation des chiens guides	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 114 418 €</b>	<b>65 000 €</b>	<b>146 810 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 032 608 €</b>	<b>190 806 €</b>

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini. »

Deux types de fonds dédiés sont distingués :

- Fonds dédiés sur investissements : correspondent à la part non consommée des sommes reçues servant à acquérir ou produire une immobilisation. Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition ou le coût de production est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. »
- Fonds dédiés sur mesures d'exploitation : correspondent à la part non consommée des sommes reçues servant à réaliser une action dédiée.

## 2. Effectif des salariés et Rémunérations

### Moyenne des effectifs de l'année :

Catégories de personnel	Hommes	Femmes
Cadres	2	9
Agents de maîtrise	1	0
Employés sociaux	11	120
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>129</b>

### Rémunérations :

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23/05/2006 sur le volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le président et les deux-vice-présidents et qu'ils ne sont pas rémunérés.

La rémunération des trois plus hauts dirigeants n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait à révéler indirectement une information confidentielle.

## 3. Engagements donnés et reçus

### Engagements donnés :

#### Indemnités de fin de carrière :

Les engagements de départ à la retraite sont calculés selon la recommandation CN n°03.5.01. Le calcul de ces engagements est effectué en considérant l'ensemble des droits qui seraient acquis lors du départ à la retraite, pondérés par la probabilité de présence des salariés à cette date, et répartis de manière linéaire, au prorata du temps de présence au 31 décembre 2025 par rapport au temps total dans l'association.

L'évaluation actuarielle des engagements au titre des indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2025 s'élèvent à 676 067 €. Le calcul présente les caractéristiques suivantes :

- Mode de départ : à l'initiative du salarié
- Age de départ en retraite : non cadre 64 ans / cadre 65 ans
- Table de survie utilisée : INSEE H-F-2023-2025
- Taux de revalorisation des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation retenu : 3,90 %

Des provisions pour indemnités de fin de carrière ont été comptabilisées dans chaque établissement pour les salariés susceptibles de partir à la retraite dans les cinq prochaines années, pour un montant total de 217 140,24 €.



**Dettes garanties par des sûretés réelles :****Par l'EHPAD Résidence Perrine Thulard :**

Sur emprunt Crédit Mutuel d'un montant initial de :	3 300 000 €
Caution solidaire de la ville d'Evron et caution simple du département de la Mayenne (50%).	
Restant dû hors intérêts :	1 824 223 €
Montant des intérêts restant dus :	367 887 €

**Par la MAS Le Bel Aubépin :**

Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	2 100 000 €
Nantissement assurance-vie	
Restant dû hors intérêts :	1 755 011 €
Montant des intérêts restant dus :	218 189 €

**Par l'EHPAD La Providence :**

Sur emprunt CIC d'un montant initial de :	268 000 €
Sur emprunt CIC d'un montant initial de :	44 000 €
Caution solidaire du Conseil Général de la Sarthe à hauteur de 214 400 € (68.70%).	
Restant dû hors intérêts :	63 946 €
Montant des intérêts restant dus :	12 342 €

Au 31 Décembre 2025 l'emprunt a été débloqué à hauteur de 5 280 000 €.

Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	1 730 000 €
Sur emprunt Crédit Agricole d'un montant initial de :	3 550 000 €
Caution collectivité publique	
Restant dû hors intérêts :	4 176 253 €
Montant des intérêts restant dus :	1 705 861 €

**4. Les contributions volontaires en nature**

En 2025, il a été réalisé une collecte auprès des responsables de l'association afin de pouvoir quantifier et comptabiliser l'apport des contributions volontaires en nature à notre association.

Compte-tenu du caractère non significatif et des difficultés quant à la quantification des heures réellement réalisées de manière suffisamment fiable, l'association n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité de ces contributions volontaires.

**5. Honoraires des commissaires aux comptes**

Durant l'exercice 2025, les honoraires comptabilisés en charge dans les comptes de l'Association concernant la mission d'audit légal s'élèvent à 18 792 €, taxes comprises.